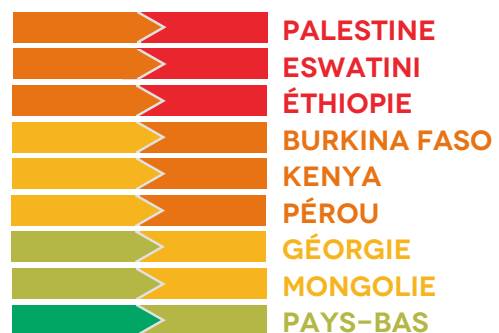


Aperçu des données issues du rapport mondial 2024 du CIVICUS Monitor, qui évalue et fait un suivi de l'état des libertés civiques dans 198 pays et territoires.

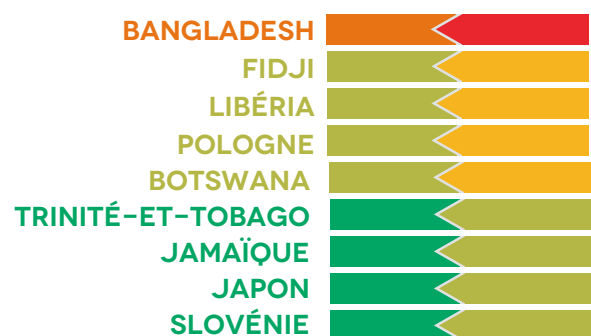
### Nouveautés en 2024

- Plus de 70 % de la population mondiale vit dans des pays fortement répressifs.
- Six pays ont rejoint les deux pires catégories. La Palestine, l'Eswatini et l'Éthiopie sont désormais classés comme « fermé » et le Burkina Faso, le Kenya et le Pérou sont rétrogradés à la catégorie « réprimé » en raison de la dégradation des conditions pour la société civile.
- Les dix violations de l'espace civique les plus fréquentes sont : la détention de manifestants, les attaques contre des journalistes, la détention de défenseurs des droits humains, la détention de journalistes, les perturbations de manifestations, l'usage excessif de la force, la censure, les poursuites judiciaires contre des défenseurs des droits humains, les meurtres de défenseurs des droits humains, la diffamation criminelle.

### RÉGRESSIONS



### AMÉLIORATIONS



### Nombre de pays dans chaque catégorie du classement

- Fermé - 30
- Réprimé - 51
- Obstrué - 35
- Rétréci - 42
- Ouvert - 40

### Les 10 violations les plus fréquentes

#### Des détentions de manifestants ont été documentées dans au moins **76 pays**

- En **Indonésie**: en août 2024, la police et l'armée ont réprimé brutalement des manifestations contre une réforme des lois électorales régionales. Plus de 200 manifestants, dont des mineurs et des étudiants, ont été arrêtés arbitrairement.
- En **Belgique**, la police a arrêté plus de 500 manifestants qui tentaient d'occuper l'aéroport d'Anvers pour protester contre l'utilisation de jets privés.

#### Des attaques contre des journalistes ont été documentées dans au moins **49 pays**

- En **RDC**, plusieurs journalistes, dont Pascal Mulegwa, correspondant de RFI, ont été attaqués par des partisans du parti présidentiel UDPSc avant les élections générales.
- Au **Venezuela**, des agents de la Garde nationale bolivarienne ont tiré sur Jesús Romero, un journaliste du média indépendant Código Urbe, alors qu'il couvrait des manifestations à Maracay, dans l'État d'Aragua.

#### Des détentions de défenseurs des droits humains ont été documentées dans au moins **58 pays**

- À **Hong Kong**, huit personnes ont été arrêtées en vertu de la nouvelle « ordonnance sur la sauvegarde de la sécurité nationale » (Article 23) pour sédition, dont le défenseur des droits humains emprisonné Chow Hang-tung.
- En **Ouganda**, 11 défenseurs des droits humains environnementaux ont été arrêtés pour avoir plaidé contre le projet EACOP, un grand projet d'infrastructure visant à transporter le pétrole brut des champs pétrolifères ougandais pour l'exportation.

#### Des détentions de journalistes ont été documentées dans au moins **58 pays**

- En **Azerbaïdjan**, les autorités ont arrêté Ulvi Hasanli, le directeur d'Abzas Media, un média connu pour ses enquêtes sur la corruption de haut niveau.
- En **Somalie**, Mohamed Abdi Ilig, ainsi que deux autres journalistes, ont été arrêtés après avoir animé une discussion sur X (anciennement Twitter) concernant le mémorandum d'entente controversé entre le Somaliland et l'Éthiopie.

#### Des perturbations de manifestations ont été documentées dans au moins **53 pays**

- En **Italie**, de jeunes manifestants ont été battus avec des matraques par des policiers casqués et entièrement protégés lors des manifestations étudiantes pro-palestiniennes à Florence et à Pise.
- Au **Canada**, des institutions comme l'Université de Toronto ont engagé des actions juridiques pour démanteler les campements de manifestants plutôt que de protéger les droits des manifestants.

### **Un usage excessif de la force a été documenté dans au moins 41 pays**

- En **Inde**, des agriculteurs du Punjab, de l'Haryana et de l'Uttar Pradesh ont demandé le soutien du gouvernement, mais ont été confrontés à un usage excessif de la force de la part de la police pour les empêcher d'entrer à Delhi.
- En **Allemagne**, des manifestants pro-palestiniens ont été confrontés à des brutalités policières, où des agents ont poussé, frappé et étranglé des manifestants pacifiques.

### **La censure a été documentée dans au moins 62 pays**

- Au **Pakistan**, le gouvernement a suspendu les services internet mobiles et X/Twitter à l'échelle nationale autour des élections de février 2024 pour bloquer le flux d'informations.
- En **Israël**, le gouvernement a utilisé la nouvelle loi draconienne sur la prévention des diffusions étrangères nuisibles à la sécurité de l'État pour ordonner l'interruption des émissions d'Al Jazeera en Israël.

### **Des poursuites contre les défenseurs des droits humains ont été documentées dans au moins 42 pays**

- En **Jordanie**, des militants ayant exprimé leur solidarité avec la Palestine ont été ciblés par les autorités, comme le montre l'accusation et la condamnation d'Anas al-Jamal pour sa solidarité en ligne sur la plateforme X.
- En **Australie**, l'ex-avocat militaire David McBride a été condamné à cinq ans et huit mois de prison pour avoir révélé des informations sur des crimes de guerre présumés commis par l'Australie en Afghanistan.

### **Des meurtres de défenseurs des droits humains ont été documentés dans au moins 17 pays**

- En **Colombie**, la société civile a rapporté 148 meurtres entre janvier et octobre 2024, dans un contexte de disputes territoriales et de violences politiques, sociales et de groupes armés profondément enracinées.
- Au **Brésil**, la lutte pour protéger les terres ancestrales contre l'envahissement a conduit aux meurtres des leaders Pataxó, Lucas Kariri-Sapuyá et Maria Fátima Muniz de Andrade.

### **La diffamation criminelle a été documentée dans au moins 42 pays**

- Au **Soudan du Sud**, Morris Mabior Awikjok Bak, un critique du Soudan du Sud et ancien réfugié au Kenya, a été accusé de diffamation criminelle devant un tribunal du comté de Juba.
- En **Thaïlande**, les dispositions de lèse-majesté (article 112), qui criminalisent la critique de la monarchie, ont été utilisées pour arrêter et condamner des défenseurs des droits humains pour avoir pris la parole, y compris l'avocat des droits humains Arnon Nampa.

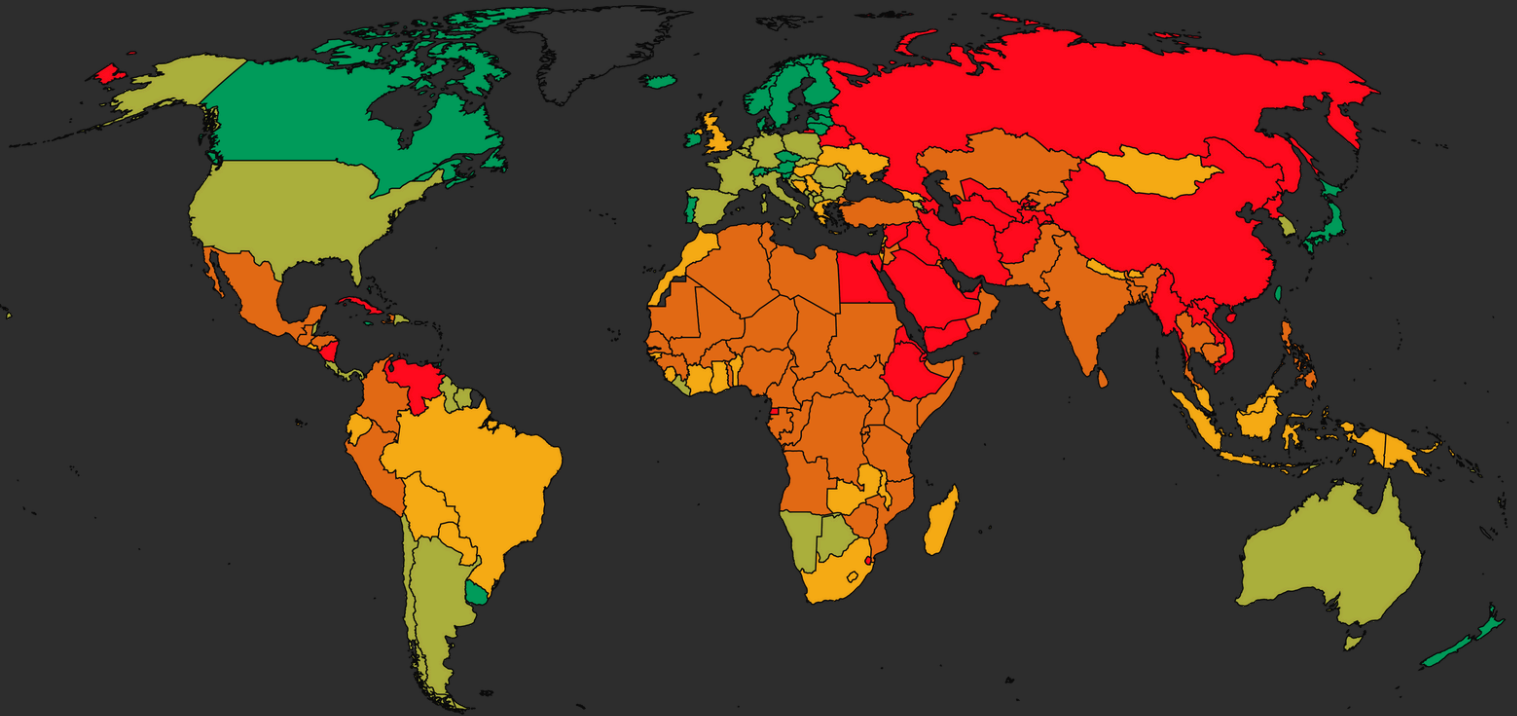
## Tendances mondiales

1. La liberté d'expression reste gravement menacée, avec plus de 1 000 violations documentées, représentant 45 % de toutes les atteintes à l'espace civique en 2024. Les gouvernements utilisent de plus en plus la détention arbitraire, l'intimidation et le harcèlement pour réduire au silence les journalistes et les voix critiques
2. Le droit de manifester reste attaqué. En 2024, les manifestations en solidarité avec les populations des Territoires Palestiniens Occupés (TPO) et celles sur le changement climatique et l'environnement ont été particulièrement ciblées, notamment par des interdictions, des perturbations des manifestations et des arrestations de manifestants, parmi d'autres tactiques visant à décourager les rassemblements et à empêcher l'expression.
3. Les militants œuvrant pour les droits climatiques, environnementaux, fonciers et des peuples autochtones subissent une répression accrue alors qu'ils luttent pour la justice climatique et la préservation de l'environnement. Les gouvernements et les entreprises liés à l'exploitation industrielle ciblent fréquemment ces défenseurs.
4. Dans de nombreux pays, les militants démocratiques et les membres de l'opposition politique font face à des menaces croissantes, notamment en période électorale. Cette répression sape les processus démocratiques et expose les militants prônant les libertés démocratiques à des risques considérables.
5. Près de 10 % de toutes les violations de l'espace civique en 2024 étaient liées aux Territoires Palestiniens Occupés (TPO) ou visaient les personnes exprimant leur solidarité avec les Palestiniens.



# MONITOR

TRACKING CIVIC SPACE



Le CIVICUS Monitor est un projet de recherche fruit de la collaboration entre CIVICUS et plus d'une vingtaine de partenaires du monde entier. Cet outil de recherche fournit des données quantitatives et qualitatives sur l'état de la société civile et des libertés civiles dans 198 pays et territoires.

Ces données servent de base pour évaluer l'espace civique, à partir d'informations et d'indicateurs actualisés sur la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression.

En fonction des résultats, l'espace civique d'un pays est classé comme **FERMÉ**, **RÉPRIMÉ**, **OBSTRUÉ**, **RÉTRÉCI** ou **OUVERT**.